

DGEP
Monsieur le Directeur général
Lionel Eperon
Rue St-Martin 26

1014 Lausanne

Lausanne, le 20 décembre 2021

Concept 360 au secondaire II

Monsieur le Directeur général,

Vous trouverez ci-dessous les remarques du Comité cantonal SPV relatives à la consultation du Concept 360° au secondaire II.

De manière générale, il manque dans ce concept, les aspects financiers pour une mise en œuvre sur le terrain de ce projet. Notamment, en page 5, il est indiqué : « *Le présent document reprend la notion d'efficience et de bonne allocation des ressources, développée dans le Concept 360° de l'école obligatoire* ». Or, il nous semble illusoire d'imaginer qu'une simple allocation différente, qui serait dès lors « bonne », puisse répondre aux besoins et aux défis que doit relever le Concept 360°. Le Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS) indique par ailleurs qu'« un effectif adéquat et des ressources supplémentaires facilitent l'intégration scolaire¹ ». Nous avons pu constater avec le concept 360 à l'école obligatoire que le manque d'informations (voire de transparence) sur ces éléments alimente légitimement un certain scepticisme quant à la réussite du projet.

Quant à la structure du document, la SPV regrette la complexité de l'organisation du chapitre 6 qui n'aide pas à la lisibilité des actions ciblées et interventions spécifiques.

À cela s'ajoutent plusieurs interrogations :

- Page 5 : Référent d'établissement : quel mandat et quelles conditions ?
- Page 7 : Pour quelles raisons ne parle-t-on pas de mesures ordinaires ou renforcées comme le propose le C360 DGEO. Combien d'enseignant·e·s spécialisé·e·s interviennent dans le postobligatoire ? Combien en est-il prévu à l'avenir ?

¹ <https://www.csp.ch/themes/ecole-et-integration/integration-scolaire/reponse-12>

Comment est-ce que la formation HEP intègre cet élément dans le cursus de formation des enseignant·e·s spécialisé·e·s ?

- Page 8 : Il est indiqué *enseignement consolidé*. Comment est-il proposé concrètement sur le terrain et dans le concept ? Avec quelles références réglementaires ?
- Page 8 : *Conception universelle des apprentissages*. De quelle façon la CUA est intégrée dans la formation initiale et continue des enseignant·e·s du secondaire II ? Qu'est-il prévu pour qu'une « *culture commune* » (cf. page 20) puisse se mettre en place dans les établissements. Qu'est-il prévu en formation initiale et continue ?
- Page 9 : Consultation collaborative. Selon les informations que nous avons, la consultation collaborative est une procédure lourde dans certains établissements de l'école obligatoire. De quelle façon la DGEP et / ou les établissements vont-ils la mettre en place afin qu'elle devienne une étape du C360 SEC II souple et efficace sur le terrain ? Comment est-ce que les professionnel·le·s PPL seront-ils intégré·e·s dans cette démarche ?
- Page 36 : Est-ce que des programmes personnalisés sont envisageables dans les mesures d'aménagement lors du cursus de formation des élèves ? En envisageant, par exemple, des programmes personnalisés limités à 6 mois ? Si non, pour quelles raisons ?
- Page 37 : Pour avoir des aménagements, faut-il avoir un certificat médical ? Si c'est le cas, ce sera la course aux diagnostics et à l'étiquetage ?
- Page 51 : « *Si le bilan permet de conclure à la nécessité d'une intervention, la Direction régionale décide, après consultation des parents pour les mineur·e·s, de l'octroi d'une mesure ordinaire, du nombre de séances accordées (dans une fourchette déterminée), de la durée (en principe 1 an) et du cadre, en individuel ou en groupe.* » On comprend avec cet élément que le financement des MO sera attribué par élève contrairement à la DGEO qui l'attribue par établissement. Pour quelles raisons faire différemment ?
- Page 51 : Et les MR ? Elles semblent inexistantes. Est-ce que cela signifie qu'un·e élève avec des MR ne pourrait pas poursuivre son parcours au postobligatoire avec des MR ?

En espérant que ces éléments seront intégrés dans la réflexion de ce Concept, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments très respectueux.


Gregory Durand
Président